

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime
et des Deux-Sèvres
Z.I. Saint-Liguaire
4 rue Alfred Nobel
79000 NIORT

Niort, le 28 février 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CC Mellois-en-Poitou (ISDI St Martin Les Melle)

2 Place de Strasbourg
79500 Melle

Références : 0007211727/2025/ 69

1) Contexte

L'exploitant a notifié en juillet 2024 à l'inspection la cessation d'activité du site et transmis en décembre 2024 les attestations requises en application de la loi ASAP. L'inspection s'inscrit dans ce contexte.

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/02/2025 dans l'établissement CC Mellois-en-Poitou (ISDI St Martin Les Melle) implanté La Négrerie 79500 Melle. L'inspection a été annoncée le 24/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CC Mellois-en-Poitou (ISDI St Martin Les Melle)
- La Négrerie 79500 Melle
- Code AIOT : 0007211727
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation de stockage de déchets inertes est exploitée depuis le 1er octobre 2002 en vertu d'un arrêté municipal du 26 septembre 2002. Suite à une évolution réglementaire et sur la base de l'article L.540-30-1 du Code de l'environnement, l'arrêté préfectoral n°2009-2411-0040 du 19 novembre 2009 a autorisé ce stockage pour une capacité de 90 700 m³ et une durée de 5 ans. Le décret n°2014-1501 du 12 décembre 2014 a fait passer les ISDI dans le cadre réglementaire des installations classées. Elles sont depuis soumises au régime de l'enregistrement. La capacité de l'ISDI n'étant pas atteinte, la communauté de communes a souhaité prolonger sa durée d'exploitation. Elle a déposé un dossier de demande d'enregistrement le 1er juillet 2016. L'exploitation de l'ISDI est depuis réglementée par l'arrêté préfectoral du 2 mars 2017 pour une durée de 17 ans. L'ISDI est situé au lieu -dit La Négrerie à Saint Martin des Melle.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suites de l'inspection du 10/07/2018	Lettre du 03/09/2018	Demande d'action corrective	1 mois
2	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 08/07/2024, article R.512-46-25	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Mise en sécurité	Code de l'environnement du 08/07/2024, article R.512-46-25	Sans objet
4	déclaration annuelle des déchets	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'activité du site a cessé mais la remise en état ne correspond que partiellement à ce qui était prévu. L'exploitant a informé l'inspection d'un projet de parc photovoltaïque sur le site. Dans l'attente de ce projet l'exploitant doit s'assurer du maintien du site dans les conditions de remise en état prévues dans son dossier d'enregistrement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites de l'inspection du 10/07/2018

Référence réglementaire : Lettre du 03/09/2018
Thème(s) : Situation administrative, Suites de l'inspection du 10/07/2018
Prescription contrôlée : article 15 => présence de déchets non autorisés. Les conditions d'admission ne sont pas toujours respectées (présence notamment de sacs de plâtre et de mortier adhésif). article 20 => La verse du casier N°1 (Nord-Est du site) arrive en limite de propriété à sa base. L'exploitant transmettra à l'inspection Le plan de réaménagement du site actualisé, notamment au regard de la proximité avec les limites de propriété.

<p>article 30 => Les mesures réalisées sur le piézomètre sont réalisées deux fois par an. Les dernières ont été effectuées le 31/05/2018 par le bureau d'étude EGES de Poitiers et n'appellent pas d'observations particulières.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a informé l'inspection de la cessation d'activité du site en juillet 2024. Il a transmis les attestations prévues en application de l'article R.512-46-25 du Code de l'environnement en décembre 2024 et janvier 2025.</p> <p>Un projet de parc photovoltaïque est envisagé sur le site.</p> <p>Il n'y a plus aucune infrastructure sur le site. Le site n'a pas été aplani et présente un embroussaillage important. Il a été observé ponctuellement quelques déchets résiduels non inertes (plâtre notamment).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant s'assurera de l'évacuation des déchets observés non inertes et de la non-prolifération de plantes invasives sur le site.</p> <p>L'exploitant est informé qu'en application de l'article R.512-46-28 à tout moment, même après la remise en état du site, le Préfet peut imposer à l'exploitant, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 512-46-22, les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Cessation d'activité

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/07/2024, article R.512-46-25</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Notification</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.- La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>La notification de cessation transmise le 22/07/2024 a été effectuée avec un formulaire non adapté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit veiller pour les cessations de ses autres sites à suivre les prescriptions de l'article</p>

R.512-46-25 du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/07/2024, article R.512-46-25
Thème(s) : Situation administrative, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : <p>III.- Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-7-6, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. IV.- Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-46-24 bis.</p>
Constats : <p>L'exploitant a transmis les attestations requises produites par une entreprise disposant d'un certificat pour le système SSP ATTES - Arrêté MTE du 09/02/2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : déclaration annuelle des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Télédéclaration
Prescription contrôlée : <p>La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1.</p>
Constats : <p>L'exploitant déclare annuellement les déchets entrant sur le site. Les quantités télédéclarées sur GEREPE ces trois dernières années sont les suivantes : 2021 => 5685 tonnes 2022 => 5824 tonnes 2023 => 1331 tonnes</p>
Type de suites proposées : Sans suite